

L'INSOUTENABLE OMERTA

MICHEL GUILLAUME

ÉLECTIONS FÉDÉRALES.

Alors que la Suisse s'achemine vers la plus coûteuse de ses campagnes électorales, le financement des partis reste un tabou. Même parmi ceux qui seront les premières victimes des moyens illimités de l'UDC.

«De l'argent secret, voire inquiétant.» C'est ainsi que Hilmar Gernet a intitulé son livre* sur le financement des partis. «Ce n'est pas un cri d'alarme», précise-t-il. Mais cela y ressemble fort. Ce député PDC au Grand Conseil lucernois de 49 ans, ancien journaliste ayant notamment travaillé cinq ans à Bruxelles, puis secrétaire du PDC entre 1997 et 2011, pose une question essentielle sur un thème à propos duquel règne une rare omerta: la Suisse peut-elle continuer à se croire une démocratie modèle alors qu'elle dispose d'un des systèmes de financement des partis parmi les plus opaques d'Europe?

A six mois des élections fédérales, le malaise est général. L'UDC aborde la campagne avec des moyens quasiment illimités, tandis que tous ses adversaires crient famine. Le combat ne se déroulera pas à armes égales, tant la situation a complètement basculé ces dernières années. L'Hebdo a calculé les dépenses publicitaires brutes des partis dans la presse écrite et dans l'affichage public sur la base du baromètre Media Focus. Il y a une nette distorsion de concurrence. Entre 2007 et 2010, l'UDC a investi 35 millions de francs, contre 19 millions au PLR, 9 millions au Parti socialiste, 8 millions au PDC et 2 millions aux Verts. Le parti de Christoph Blocher a disposé de deux à douze fois plus d'argent que ses rivaux.

Ces chiffres doivent être analysés avec prudence. Ils prennent en compte les dépenses des partis sur les plans communal, cantonal et national. Mais tout le monde admet qu'ils constituent des ordres de grandeur corrects en l'absence de toute autre statistique plus fiable.

République bananière.

Car la loi du silence règne partout concernant le financement des partis. «C'est le dernier tabou de la politique suisse», relève Hilmar Gernet. En 2007, note-t-il, les partis avaient battu tous les records en injectant plus de 50 millions dans la campagne. Alors que les centrales des cinq plus grands partis suisses avaient annoncé disposer de 5 millions! Où sont passés les 45 millions non déclarés «officiellement»? On devine qu'ils ont été apportés par diverses fondations et comités de soutien aux candidats. Mais la provenance de cet argent occulte de la campagne restera à jamais un mystère total.

C'est bien là où le bât blesse. Sur la scène internationale, des critiques se font jour, écornant la réputation de la Suisse. «A l'étranger, la Suisse passe pour une république bananière sur ce plan», admet le conseiller aux Etats Alain Berset. L'ONG Transparency International, qui calcule chaque année un «indice de perception de la corruption», considère la Suisse comme un véritable «trou noir». En 2006 déjà, elle avait dénoncé l'opacité du système après l'affaire du financement de la campagne des deux socialistes Anita Fetz et Roberto Zanetti par une fondation louche (Behring) ayant fini par faire faillite. Récemment, la Suisse s'est même retrouvée reléguée à un médiocre 14e rang (sur 30 pays examinés) d'une étude de l'Université de Zurich sur la qualité des démocraties.

Secrétaire général du PLR, Stefan Brupbacher ne prend pas ces critiques très au sérieux: «Toutes les études montrent que, à l'étranger, l'image de la Suisse est celle d'un pays fiable, solide et démocratique.» La droite répète la même antienne, celle du Sonderfall helvétique. La Suisse est une démocratie directe, dont les politiciens sont des miliciens. «Ce n'est que grâce à ce système que les politiciens ont gardé un lien étroit avec la société», ajoute Stefan Brupbacher.

Autofinancement socialiste.

Ce sont pourtant les partis du centre droit qui souffrent le plus de l'irrésistible montée en puissance financière de l'UDC. Les socialistes, qui entament cette année avec un budget de 4 millions (dont 1,5 pour la campagne), ont toujours axé le financement sur une large base: 35 000 membres et 50 000 sympathisants qui versent en moyenne 50 francs chacun. A cela s'ajoute une large part d'autofinancement: les mandataires du PS reversent une partie de leurs indemnités (ou de leur salaire quand ils sont membres d'un exécutif) au parti. «C'est le prix de notre indépendance», note Christian Levrat, président du PS, qui tient aussi à réfuter une idée reçue: «Je l'ai fait certifier devant notaire, les syndicats ne nous financent pas.» En revanche, le PLR et le PDC sont en plus mauvaise posture. De plus en plus, les entreprises et leur association faîtière Economiesuisse ciblent leur aide. Economiesuisse, qui a longtemps distribué un montant annuel forfaitaire oscillant entre 100 000 et 200 000 francs aux partis du bloc bourgeois, a modifié sa stratégie dès l'arrivée de l'ancien président du PLR Gerold Bührer à sa tête en 2007. Elle ne soutient plus les partis que lors de campagnes de votations où les intérêts directs de l'économie sont en jeu. Ainsi, l'automne dernier, elle a injecté près de 5 millions pour lutter contre l'initiative socialiste pour plus de justice fiscale.

C'est dire qu'Economiesuisse, dont le budget de fonctionnement tourne sur 18 millions, ne soutiendra pas directement les partis en cette année électorale. «De manière générale, nous sommes opposés à un financement public des partis. Le système actuel correspond à l'esprit de milice suisse», déclare son directeur Pascal Gentinetta. Mais l'engagement plus ciblé de l'association ne fait pas l'unanimité. «Je déplore cette évolution», avoue la conseillère nationale Martine Brunschwig Graf, qui fut en son temps responsable romande de la Société pour le développement de l'économie suisse (SDES) avant d'être élue au Gouvernement genevois. «L'économie se doit aussi de défendre la démocratie en général et ses institutions comme le système de milice», souligne-t-elle.

Le PLR et le PDC, beaucoup plus que l'UDC, ont aussi souffert de l'arrêt du financement des partis par les deux grandes banques, UBS et Credit Suisse. Depuis la

crise financière, elles ne donnent plus rien. En année électorale, celles-ci versaient, à la fin des années 90 en tout cas, plusieurs millions aux divers partis du bloc bourgeois.

«C'était le temps des cathédrales, qui est bien révolu. De tels dons n'existent plus: c'est à coups de petits versements de 20 ou 50 francs qu'on récolte des sous», s'exclame le président du PDC Christophe Darbellay.

Le secrétaire du PLR Stefan Brupbacher, dont le parti a été le premier à se passer de l'aide d'UBS lorsque la banque a été sauvée par l'Etat, le confirme: «Nous avons limité le montant maximal accepté et élargi le nombre de donateurs. Cela pour éviter que la défection d'un gros donateur ne nous mette en difficulté financière.»

Les deux apparatchiks du centre droit souhaitent disposer d'un trésor de guerre de trois millions pour la campagne électorale, tout en jouant les tombes sur les sources de cet argent. «Il n'y a que le président Fulvio Pelli et moi qui connaissons la provenance des fonds», relève Stefan Brupbacher. Même chose au PDC. «C'est grâce à cette discrétion que nos parlementaires gardent leur indépendance. Ils ne savent ni qui, ni combien quelqu'un paie», insiste Christophe Darbellay. Une indépendance très relative: lorsque Fulvio Pelli a critiqué les bonus exorbitants de certains patrons, Daniel Vasella, le CEO de Novartis, a très vite quitté le cercle des amis du PLR...

Conformité des intérêts.

En juin 2008, juste avant que n'éclate la crise financière, Christian Levrat raconte un épisode révélateur. Sur la Bahnhofstrasse, il rencontre à l'Hôtel Savoy les dirigeants de Credit Suisse, Walter Kielholz et Urs Rohner en tête. Quelle surprise lorsque ceux-ci lui avouent leurs critères d'aide au parti. Credit Suisse examinait minutieusement les votes de tous les parlementaires et soutenait leurs partis dès qu'ils étaient en conformité avec les intérêts de la banque. «Un système scandaleux, frisant la corruption», dénonce le président du PS. Interrogée, la banque du CEO Brady Dougan ne veut aujourd'hui plus commenter cet épisode, estimant qu'il appartient au passé.

«Un tel conditionnement des votes au soutien politique est inadmissible», tranche Martin Schläpfer, chef de la direction économique de Migros et lobbyiste omniprésent sous la Coupole. Il ne faut pas se faire d'illusions. Le danger de telles pratiques pèsera à

l'avenir comme une épée de Damoclès sur les partis. «Alors que les entreprises soutenaient, à l'époque, la stabilité politique comme condition cadre économique, aujourd'hui elles cherchent davantage un retour sur investissement plus ciblé», note aussi le constituant genevois Raymond Loretan.

Heureuse UDC qui ne connaît pas ce genre de soucis. Officiellement, ce parti est pauvre comme Job. Son secrétaire général Martin Baltisser exhibe les comptes, basés sur un budget de trois millions cette année. Surprise: les «dons généraux» ont baissé de 500 000 francs entre 2008 et 2010, ce qui a même obligé le parti à se séparer de son chef de presse! Toutefois, il refuse de citer le moindre chiffre à propos du budget de campagne.

Mais en fait, l'UDC a dans ses rangs pour sympathisants de riches mécènes, qui sont capables d'ouvrir leur bourse pour une campagne «coup-de-poing», comme lorsqu'elle envoyée à 3,9 millions d'exemplaires un toutménagement qui a coûté entre un et cinq millions selon les estimations. Parmi eux, Christoph Blocher, Peter Spuhler, l'importateur de voitures Walter Frey et le banquier Thomas Matter sont les plus souvent cités. Mais l'UDC peut aussi compter sur une «Fondation pour une politique bourgeoise», domiciliée à Zoug, dont le comité est composé uniquement de représentants de l'UDC, à commencer par son président, le Zurichois Hans Kaufmann. «L'importance de cette fondation est totalement surestimée. Je n'ai presque aucun contact avec elle», sourit Martin Baltisser.

Berlusconisation.

Tout le monde s'inquiète des moyens illimités de l'UDC. «On assiste à une berlusconisation rampante de la Suisse», note Raymond Loretan. «En tant que très gros annonceur, l'UDC influence tôt ou tard le contenu rédactionnel des journaux», ajoute Christophe Darbellay, citant les récentes pressions qu'a faites l'UDC schwytzoise sur le quotidien local Bote der Urschweiz, faisant dépendre de futures annonces de la publication d'un de ses communiqués.

Mais personne ne franchit le pas d'accuser l'UDC d'acheter la démocratie. «L'argent ne permet pas de gagner une votation ou une élection, mais il permet d'imposer un climat

et des thèmes qui ne sont pas prioritaires dans l'esprit des gens, comme l'interdiction des minarets», précise Alain Berset.

Face à la puissance de feu de l'UDC, les autres partis paraissent bien impuissants. Le PDC et le PLR car ils ne veulent pas d'un financement des partis par l'Etat. Et le PS parce que ses solutions n'ont jamais passé le cap de la Commission des institutions politiques (CIP). Pas plus tard que le 3 février dernier, il y a réclamé plus de transparence et la publication des sources de financement des partis, de même que de leurs donateurs de plus de 10 000 francs. En vain: sa motion a été balayée par 16 voix contre 9, comme toutes les tentatives de la gauche depuis dix ans pour légiférer dans ce domaine...

Le malaise croissant de «l'argent occulte» de la politique en Suisse n'est donc pas près de s'apaiser. Dans son livre, Hilmar Gernet plaide en faveur d'un financement mixte des partis, par l'économie comme par l'Etat, mais en se refusant pour l'instant à citer des mesures concrètes. Le juriste Tiziano Balmelli, auteur d'une thèse de doctorat sur le sujet, suggère un plafonnement des dépenses électorales: «Cela libère les partis et leurs candidats de l'angoisse de chercher toujours plus d'argent et du danger de céder à des compromis sous forme de renvois d'ascenseur. A la fin des années 90, des chercheurs ont établi un lien entre le financement des partis et l'octroi de marchés publics.»

Faute de solution concrète, le chef du groupe PDC Urs Schwaller préfère, dans un premier temps, travailler sur la transparence, mais uniquement dans les campagnes de votation. «Tous les partis et comités y prenant part seraient tenus de déclarer leurs fonds à un organisme neutre.»

A n'en pas douter, la pression internationale augmentera sur la Suisse. En mai prochain, le Groupe d'Etats contre la corruption (Greco), un organisme du Conseil de l'Europe, enverra une délégation chargée de faire le point. Dans son livre, Hilmar Gernet révèle que, en 1999, le PDC a reçu un montant de 250 000 francs d'une fondation étrangère dont lui-même ignorait l'origine des fonds. Une pratique dont le comité des ministres du Conseil de l'Europe recommande la limitation, voire l'interdiction.

«La Suisse devra finir par se conformer aux standards internationaux et trouver un équilibre entre une exigence de transparence et une réglementation par trop bureaucratique», dit cet homme qui a longtemps été aux leviers de commande de l'économie. Sous couvert d'anonymat, bien sûr.

* «(Un-)heimliches Geld». De Hilmar Gernet, Editions NZZ Libro.

CAMPAGNES

Economiesuisse a dépensé des millions pour faire campagne en faveur des accords bilatéraux. L'UDC a imposé le thème des minarets grâce à son affiche. Alors que le PS n'a eu que très peu de moyens pour diffuser son affiche sur la baisse des rentes (LPP).

CHRISTOPH BLOCHER

L'ancien entrepreneur, ici à l'Albisgüetli, passe pour être un des principaux bailleurs de fonds de l'UDC .

«C'EST GRÂCE À CETTE DISCRÉTION QUE NOS PARLEMENTAIRES GARDENT LEUR INDÉPENDANCE. ILS NE SAVENT NI QUI, NI COMBIEN QUELQU'UN PAIE.»

Christophe Darbellay, président du PDC

DÉPENSES PUBLICITAIRES DES PARTIS

Toni Brunner

UDC 34 649 000.- 14 000 000.-

Fulvio Pelli

PLR 19 515 000.- 11 000 000 .-

Christian Levrat

PS 9 260 000.- 7 800 000.-

Christophe Darbellay

PDC 7 770 000.- 5 700 000.-

Ueli Leuenberger

LES VERTS 2059000.- 1000000.-

L'UDC, PARTI DES MÉCÈNES MILLIONNAIRES

Les chiffres de Media Focus recensent les dépenses publicitaires brutes dans la presse écrite et dans l'affichage public pour toutes les sections de tous les partis. En grand, les montants pour la période 2007-2010, et en petit, à titre de comparaison, les montants de la période 2003-2006. Ces chiffres démontrent que l'UDC est de loin la formation la plus puissante financièrement. Grâce à ses mécènes multimillionnaires, elle a plus que doublé ses moyens à disposition, tandis que les autres partis ont certes progressé, mais dans des proportions plus modestes. Ces données ne tiennent pas compte des rabais consentis. Mais ce sont les seules à disposition. Ces chiffres ne traduisent pas l'entier de la suprématie financière de l'UDC. Ils ne comprennent pas par exemple l'envoi de 3,9 millions d'exemplaires d'un tout-ménage – qui a coûté des millions – sur la politique des étrangers.